



A Genève, une féroce course au quorum

ÉLECTIONS CANTONALES Alors que les vert'libéraux rêvent de faire leur entrée au Grand Conseil en avril, plusieurs partis se situent à la limite fatidique des 7% et pourraient se voir éjectés

SYLVIA REVELLO

@sylviarevello

Les élections cantonales genevoises des 2 et 30 avril prochain s'annoncent comme celles de toutes les convoitises. Alors que les prétendants se bousculent au portillon pour accéder au Conseil d'Etat, les candidats au Grand Conseil ne sont pas en reste. Le nombre de sièges à pourvoir, 100, reste quant à lui inchangé, de même que le quorum, fixé à 7%. Un minimum à atteindre qui donne des sueurs froides à de nombreux petits partis.

Légerement à droite, le parlement genevois compte actuellement sept formations politiques. Parmi elles, plusieurs sont menacées de relégation en raison de leur santé électorale ou de leur stratégie: l'UDC, le MCG, Le Centre et Ensemble à gauche. Le PLR, les socialistes et Les Vert-e-s sont quant à eux certains de se maintenir dans l'hémicycle. A cela s'ajoutent les nouveaux venus, vert'libéraux en tête, qui vont tenter de faire leur entrée.

Embouteillage au centre droit

Une chose est sûre, les places seront chères. En 2018, l'UDC avait obtenu le quorum de justesse avec 7,32% des voix, juste derrière Ensemble à gauche et ses 7,83%. Mais cette année, les militants de la gauche radicale, divisés à la suite de querelles internes, se présenteront sur deux listes distinctes ce qui réduira considérablement leurs chances de succès. En 2005 et en 2009, la coalition avait déjà disparu du Grand Conseil faute d'avoir réussi à s'unir.

De son côté, le MCG, qui avait récolté 9,43% de voix en 2018, joue gros. En perte de vitesse depuis plusieurs années, le parti devra composer sans sa figure forte, le conseiller d'Etat Mauro Poggia, qui a renoncé à se représenter après deux mandats. Ce dernier garde toutefois la possibilité de se lancer au

second tour, mais cela semble peu probable. Enfin, si Le Centre conserve un peu de marge – il avait obtenu 10,71% des suffrages lors des dernières élections cantonales – l'embouteillage au centre droit laisse augurer une bataille acharnée. Si le maître mot de ces élections semble être le «chacun pour soi», il reste encore une marge de manœuvre pour les apparentements, qui peuvent se révéler déterminants pour les petits partis, le délai pour le dépôt des listes étant fixé au 6 février.

Pour les formations bien implantées, l'enjeu sera d'augmenter leur nombre de sièges. Mais elles pourraient aussi subir les effets collatéraux de la lutte pour le quorum. Si Ensemble à gauche sort du Grand Conseil, c'est toute la gauche qui sera pénalisée. Idem pour le MCG, qui vote avec la droite sur les questions d'ouverture ou d'économie, mais avec la gauche en matière de politiques sociales. Si Pierre Maudet est élu, Genève pourrait par ailleurs avoir un conseiller d'Etat sans députation au Grand Conseil. Une situation que connaît la centriste Valérie Dittli dans le canton de Vaud. De quoi bousculer les équilibres déjà fragiles au sein de l'hémicycle.

Un seuil trop élevé?

Cette situation abracadabrante ne démontre-t-elle pas que le quorum est trop élevé à Genève? La critique revient régulièrement. La possibilité d'abaisser le seuil de 7% pour permettre aux petites formations d'être représentées avait été discutée lors de la constituante en 2008 mais la proposition n'avait pas passé la rampe. Pour le politologue à l'Université de Genève, Pascal Sciarini, réduire le quorum serait, certes, une manière de rendre le système plus démocratique mais cela créerait aussi un émiettement des partis et donc un risque en termes de gouver-

nabilité. «Plus il y a de partis, plus il est difficile de former des alliances stables et durables», estime-t-il, soulignant l'éternel dilemme entre légitimité et efficacité.

D'autant que le quorum n'est pas le seul critère qui définit un système proportionnel. «Pour le renforcer, on pourrait envisager d'introduire un système de circonscription ou d'arrondissement, comme cela existe ailleurs, dans le canton de Vaud notamment, mais cela ne ferait pas sens dans un canton ville comme Genève, qui plus est, de relative petite taille», juge Pascal Sciarini.

A ses yeux, le quorum n'explique pas à lui seul les difficultés des partis. «Si la menace de relégation est si grande cette année, c'est surtout à cause du très grand nombre de listes, notamment à droite. Cette configuration inédite rend l'accession au quorum plus difficile par un simple effet mécanique.» Il faut dire que par rapport aux autres cantons, Genève est déjà parmi ceux dont le système politique est le plus fragmenté. «En cas d'échec, certaines formations pourraient disparaître, surtout celles qui n'ont pas d'ancrage national comme le MCG, relève Pascal Sciarini. Ce serait la fin d'un cycle, comme ce fut le cas à l'époque pour son ancêtre, le mouvement populiste et anti-frontalier Vigilance, disparu en 1991.»

Après des années de blocages, ces élections semblent mal parties pour être celles du retour à la sérénité à Genève. Président du Grand Conseil pour quelques mois encore, le centriste Jean-Luc Forni ne se fait pas d'illusion. «Le fourmillement de petits partis qui ne parviennent pas à faire alliance entre eux ne va pas améliorer la polarisation gauche-droite. Reste à voir si les nouveaux venus rentrent par la petite porte ou s'ils font un coup d'éclat, tout est très ouvert», estime-t-il, soulignant que la campagne sera très courte. ■

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 35'127
Parution: 6x/semaine



Page: 7
Surface: 44'448 mm²



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Ordre: 1094772
N° de thème: 377.116
Référence: 86741463
Couverture Page: 2/2

**«En cas d'échec,
certaines formations
pourraient
disparaître, surtout
celles qui n'ont pas
d'ancrage national
comme le MCG»**

PASCAL SCIARINI, POLITOLOGUE